

réquisition et construction !

En France, c'est :

- Deux millions de personnes dans des logements sans douche, WC ou les deux ;
 - 610 000 personnes victimes de surpeuplement accentué (logement d'une pièce occupé par 3 personnes ou plus, 2 pièces par 4 personnes ou plus, etc.) ;
 - 550 000 personnes, dont 50 000 enfants dans des hôtels, des meublés ou en sous-location ;
 - 146 000 personnes dans des maisons mobiles (recensement 1990) ;
 - 300 000 ménages en situation d'impayés de loyers dont deux tiers dans le parc social, soit environ un million de personnes ;
 - 86 000 personnes " sans domicile " ;
- Pour la France entière, on comptait 1 989 758 logements vacants en 1999, soit environ 7 % du parc de logements.

Sources : DAL, Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées, Fondation Abbé Pierre.

Nous sommes communistes libertaires. Actifs et actives dans les entreprises, les quartiers, les lycées, les universités.

Pourquoi communistes ?

Rien à voir avec l'ex-URSS. Nous l'entendons dans un sens anticapitaliste, pour l'abolition des privilèges et la redistribution des richesses.

Pourquoi libertaires ?

Pour un système économique et politique reposant sur l'autogestion socialiste et la démocratie directe. Pour une production collectivement, motivée par les besoins des populations et non par la recherche du profit financier d'une minorité.

Et la révolution ?

Nous n'attendons pas le Grand Soir pour agir, nous voulons gagner par la lutte de nouvelles avancées sociales. Mais nous considérons que nous ne pourrions changer réellement la société qu'en renversant le capitalisme.

Alternative
Libertaire

6 millions de personnes survivent avec les minima sociaux, la moitié des salarié-e-s à temps plein touchent un salaire inférieur à 1455 euros net, 12% des salarié-e-s sont en contrat précaire, 5 % des personnes sont en sous-emploi (temps partiel).

La pénurie de logements dans les grandes villes a fait exploser les loyers et de plus en plus de personnes ne peuvent pas se loger. Les loyers ont augmenté de 30% entre 1998 et 2005.

Des constructions réservées aux plus riches

L'effort de construction de logements sociaux dont se prévaut le gouvernement est un mensonge. Des logements sont effectivement construits mais ils sont inaccessibles à la majorité des ménages. Les constructions accessibles aux plus modestes ont progressé de 4% depuis 2002, tandis que celles des logements dits sociaux mais qui leur sont inaccessibles augmentaient de 45%. Le pourcentage de loge-

ment sociaux dans le total des constructions diminue régulièrement.

Pour un service public du logement

Le droit au logement opposable ne peut rester que virtuel sans création massive de logements sociaux. Ce sont des centaines de milliers de logements qui sont nécessaires dans les années à venir pour répondre aux besoins des personnes mal logées. Il est indispensable que ces logements répondent aux exigences de mixité sociale, de sobriété énergétique, de rapprochement entre les lieux de vie et de travail, d'accès à l'éducation, au sport ou à la culture. Il est indispensable surtout que leur mise en œuvre sorte des logiques marchandes que la privatisation du parc social et l'explosion du prix du foncier ont renforcées. Pour cela il faut une réappropriation collective des choix et de la gestion du logement.

Pendant que le gouvernement répond à la crise du logement par des places en foyers supplémentaires, la France

compterait près de deux millions de logements vacants, sans compter les centaines de milliers de mètres carrés de bureaux inoccupés, parfois pendant des années. Il n'y a pas d'"inviolabilité" du droit à la propriété privée qui tienne lorsque ce système conduit à la rue les familles des classes populaires. Il faut imposer la réquisition des logements vides, la baisse des loyers et l'arrêt immédiat des expulsions locatives. Ce n'est pas à quelques "élu-e-s" et aux marchands de béton que la population doit déléguer ses lieux de vie !

Tout passe par la lutte !

De la grève des loyers des travailleurs immigrés des foyers Sonacotra dans les années 1970, en passant par les campements parisiens de la place de la Réunion, du quai de la Gare, de Vincennes au début des années 1990, jusqu'aux luttes contre l'expulsion des squats à Paris en 2005 et 2006 et celles de l'hiver 2007, toutes ces luttes sont autant de moments de résistances et de constructions de solidarités. C'est dans nos villes et nos quartiers que nous devons poursuivre ces mobilisations avec celles et ceux, locataires, sans-logis, squatteurs et squatteuses, qui luttent pour la dignité et le respect de leurs droits.

www.alternativelibertaire.org

o Je souhaite prendre contact avec Alternative Libertaire o Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du journal *Alternative Libertaire* o Je m'abonne au mensuel *Alternative libertaire* (11 numéros par an) 25 Euros / 18.30 Euros (précaires, lycéens-nes, étudiant-e-s)

Nom : Prénom : Mail :
 Adresse : Tél :

coupon à retourner à Alternative Libertaire, BP 295, 75921 Paris cedex 19